

Conseil national du PCF
19 et 20 juin 2009

Gilles Alfonsi, Seine-Saint-Denis

Une stratégie claire s'énonce clairement

Le bilan provisoire du Front de gauche est en demi-teinte. D'un côté, il est apparu comme une unité, certes partielle, mais qui fait écho au désir d'unité qui est puissant dans la société, qui dépasse largement le registre de la politique électorale ou celui de l'unité syndicale, et qu'il faudrait d'ailleurs comprendre mieux. De l'autre, son caractère trop étriqué et notre difficulté à porter le fer sur le lien entre mouvement social et politique, à prendre à bras le corps le problème de la désaffection, voire de la défiance, à l'égard d'une certaine forme d'action politique, n'ont pas permis de produire des effets significatifs.

Se pose la question de ce que le front renvoie comme image : entre un cartel de partis un peu à l'ancienne ou la possibilité de changement de politique et de la politique, d'avancées pour dessiner un projet nouveau, il penche trop vers le cartel traditionnel, plutôt que vers la novation. Et, dans la même logique, on peut évoquer le caractère problématique du slogan « Notre union, c'est votre force » (et dans l'autre sens, cela serait tout aussi problématique), qui alimente la machine à dépossession là où précisément notre parti pris est, contre toutes les déposessions, de travailler à l'appropriation des savoirs et des pouvoirs.

Et il y a aussi un enjeu de profil idéologique : la gauche de transformation est riche d'une diversité qui comporte entre autres des sensibilités écologiques, autogestionnaires, mouvementistes etc. Eh bien le Front de gauche est excessivement centré sur un certain rapport à la République, à l'Etat et aussi aux questions sociétales – et pas forcément dans un sens positif... Je passe sur l'épisode concernant la disparition de la référence à la régularisation des sans papiers, aux migrants et au codéveloppement dans certaines professions de foi – pour dire que la diversité que j'évoque manque au Front de gauche.

Et dire cela n'est d'aucune manière contradictoire avec l'idée qu'aucune de ces sensibilités n'est vraiment la nôtre, puisque précisément l'approche communiste se veut elle-même globale, porteuse de sa propre approche des questions du rapport à l'Etat, au pouvoir, visée de démocratisation radicale et de transformation, visée d'émancipation.

Chacun sait ici que le Front de gauche aurait pu être plus large. Son élargissement à la Fédération pour une alternative sociale et écologique n'était pas d'abord affaire de troupes militantes ou de personnalités, mais de choix d'une dynamique plus ouverte, plus pluraliste et d'un certain type de construction.

Il s'est passé ce que l'on pouvait penser : les alternatifs et les écologistes antilibéraux ne l'ont pas rallié, contrairement à ce qui nous était annoncé ; des militants sont restés chez eux pendant la campagne et la dynamique n'a pas pu atteindre un seuil de crédibilité et d'élargissement pour que l'évènement politique soit de ce côté-là.

Parce que le front a été déséquilibré comme je l'ai évoqué, son centre de gravité s'est déplacé vers le PG, c'est-à-dire vers la force dont la participation fait bouger les lignes du point de vue de la recomposition politique.

J'ajoute que ceux qui pensent que les formes hybrides ne font pas sens pour les citoyens, ceux qui pensent que la question de l'unité est secondaire par rapport aux questions du sens d'une campagne, et ceux qui pensent peu ou prou que l'écologie est une affaire de seconde importance, devraient méditer sur le score d'Europe écologie. Europe écologie associe une vraie diversité (même si c'est pour nous au risque d'une incohérence par rapport au capitalisme, bien sûr, comme l'a dit hier Patrice Cohen-Seat), elle construit son identité à partir de sa diversité, et elle porte un discours de manière non classique.

Bilan en demi-teinte, donc, mais nous sentons qu'il porte un potentiel. Notre enjeu est bien de poursuivre et d'amplifier le Front de gauche, avec le besoin indissociable de novation sur les contenus : car il ne s'agit pas de répéter l'existant ou seulement de rendre lisible un projet politique, qui d'ailleurs n'existe pas, mais de construire de nouvelles cohérences.

Mais alors vient la question stratégique pour les Régionales.

Il me semble que nous devons beaucoup à la clarté de la position exprimée par Patrick Le Hyaric avant le 7 juin sur la volonté de poursuivre la démarche engagée : c'est un enjeu décisif pour notre crédibilité.

Le PG s'est depuis exprimé très clairement, le 11 juin, sur ce sujet : élargissement du Front de gauche sur la base de contenus de transformation, présence autonome par rapport au PS au 1^{er} tour, fusion des listes de gauche au deuxième tour, excluant une alliance avec le Modem. D'autres forces, comme la Gauche unitaire et la Fédération, partagent globalement cette option fondamentale : pour changer les politiques régionales, il faut que la gauche de transformation s'unisse au premier tour et que toute la gauche se rassemble au second. Contrairement à ce que certains font semblant de croire, pour prôner l'union de la gauche au 1^{er} tour, personne ne propose de développer une guerre des gauches, et le scrutin régional permet précisément d'agir en deux temps, la dynamique du premier tour nourrissant la perspective majoritaire du second, non pas seulement au plan du résultat électoral mais, j'y insiste, d'abord au plan des contenus.

Marie-George Buffet a dit hier que ce n'est pas parce que le PG et GU ont exprimé un point de vue que nous devons exprimer le même. Certes. Mais cela ne répond pas à la question posée d'une clarification stratégique.

En réalité, nous savons que le calendrier est très serré, que les discussions avec le Parti socialiste sont engagées, à différents niveaux.

C'est donc bien le moment, aujourd'hui, de débattre clairement et de dire si nous envisageons ou non une alliance avec le PS, dès le premier tour. En rester à l'expression ambiguë selon laquelle « le Front de gauche n'a pas de frontière à gauche » (Francis Parry, dans Communistes), c'est susciter l'incompréhension.

Si nous sommes clairs sur cette question des alliances, il n'y a aucun intérêt à ne pas dire clairement notre orientation ; et si nous ne donnons pas notre orientation, c'est que nous ne sommes pas clairs. Aussi, j'interroge : est-il de seconde importance d'avoir une approche nationale d'un tel scrutin, ou doit-on désormais considérer le parti comme une agglomération de régions autonomes ?

Je veux être plus précis. Il me semble qu'est en train de s'envisager un scénario d'alliances à la carte selon les régions, et je note que le rapport parle page 15, dans la partie sur les Régionales, de « débattre de NOS stratégieS électoralE S » (au pluriel) à la mi-octobre pour conclure sur notre « offre politique » fin octobre. Eh bien, il me semble que nous devrions n'avoir qu'une stratégie, et j'ai évoqué celle qui a ma préférence : celle où nos travaux sur les contenus et nos choix

d'alliance permettent non seulement de s'opposer à la droite mais aussi d'être une alternative au social-libéralisme en crise – dont nous n'avons pas vocation à être la béquille.

Nous venons de faire une démonstration qu'il est possible d'exister politiquement sans passer sous les fourches caudines du PS, et nous mesurons bien qu'il existe un espace politique pour cela, et j'ai souligné le potentiel que le Front de gauche peut faire fructifier. Cela s'oppose bien sûr à une cassure avec le Parti de gauche et la Gauche unitaire, qui appellent à la continuité, à la cohérence et à l'élargissement.

Je voudrais ajouter qu'il existe une idée absurde qui est qu'en termes de sièges, un accord de premier tour avec le PS serait globalement préférable à une présence autonome au premier tour. Le Front de gauche a réalisé plus de 5 % dans 15 des 22 régions (et il est à plus de 4 % dans 5 autres régions). En 2004, en Ile de France, avec 7,2 % des voix la gauche populaire et citoyenne avait obtenu 24 élus. Elargi, le Front de gauche peut partout – et je dis bien partout - prétendre obtenir des scores nettement plus conséquents, et dans 19 régions il peut prétendre fusionner au deuxième tour et obtenir un nombre d'élus bien supérieur. Et c'est l'intérêt de la gauche qu'existe une gauche d'alternative qui ne stérilise pas de voix à gauche, sur un registre seulement protestataire, mais qui contribue à la dynamique d'ensemble permettant à la gauche de conserver les majorités qu'elle a dans les régions.

Donnons toute sa chance à une construction où l'identité communiste et le rassemblement se marient pour le meilleur.